RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-088/17-03/CC/SG

du 17 mars 2021 relative à la requête de la candidate
KONE Pingué Assétou, aux fins de contestation de l'élection de
Monsieur TOURE Abou dans la circonscription électorale n° 098

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le Code électoral ;
- Vu** la loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;
- Vu** le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;
- Vu** la décision n°002/CEI/EDAN/CC du 09 mars 2021 portant proclamation des résultats provisoires des élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;
- Vu** la requête de Madame KONE Pingué Assétou en date du 12 mars 2021 enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour, sous le numéro 090/EL/2021 ;
- Vu** les pièces du dossier ;
- Ouï** le rapporteur ;

Considérant que par la requête susvisée, Madame KONE Pingué Assétou a saisi la juridiction constitutionnelle pour solliciter l'invalidation de l'élection de Monsieur TOURE Abou dans la circonscription électorale n° 098, Badikaha, Niediekaha et Tafiré, communes et sous-préfectures ;

Considérant qu'au soutien de sa demande, la requérante expose qu'elle a été candidate aux élections législatives du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale susvisée ; qu'alors que les procès-verbaux de dépouillement de vote doivent être estampillés du sticker de la Commission Electorale Indépendante, sur soixante et un (61) procès-verbaux, seuls vingt et un (21) soit trente-quatre pour cent (34%) comportaient un sticker ; que les quarante (40) autres restants, soit soixante-six pour cent (66%) représentant les deux tiers (2/3) de ces documents électoraux, n'en comportaient pas ; qu'en conséquence, au vu du nombre important de ces procès-verbaux, ils pouvaient s'avérer déterminants pour la manifestation de la réalité des résultats ;

Qu'elle poursuit pour affirmer que le décompte des votes découlant de ces procès-verbaux s'élève à six mille deux cent quatre-vingt-dix-sept (6.297) voix ; que ces procès-verbaux ont fait l'objet de manipulation au profit de son adversaire ;

Qu'elle verse à sa requête, comme pièces justificatives, un récépissé d'enregistrement de candidature pour la circonscription électorale n° 098, des procès-verbaux de dépouillement de vote dont certains ne comportent pas des stickers ; qu'elle conclut en sollicitant du Conseil constitutionnel, l'invalidation de l'élection dans la circonscription électorale sus-visée ;

Considérant que Monsieur TOURE Abou, candidat dont l'élection est contestée n'a fait aucune observation suite à l'avis de contestation à lui adressé ;

Considérant, sur la recevabilité, **que** Madame KONE Pingué Assétou était candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n°098 ; qu'il a la qualité pour agir conformément à l'article 101 alinéa 1 du Code électoral ; que sa requête a été introduite dans les forme et délai légaux ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant, sur le fond, **que** contrairement au bulletin de vote qui est sanctionné par la nullité du vote, à l'absence d'hologramme, tel qu'il ressort de l'article 3 de l'arrêté 039/CEI/PDT du 17 février 2021 portant définition des bulletins valides, des bulletins nuls, des bulletins blancs et du suffrage exprimé en vue de l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, il n'est prévu aucune sanction pour l'absence de sticker sur le procès-verbal de dépouillement ;

Considérant par ailleurs, **que** l'absence de stickers sur les procès-verbaux ne constitue pas, « prima facie » un vice substantiel de nature à altérer la régularité du scrutin, sauf à démontrer que les renseignements qui y sont portés sont manifestement inexacts ou contraires à la vérité des urnes ;

Considérant, en l'espèce, **que** la requérante ne rapporte pas la preuve que les procès-verbaux ne comportant pas de stickers ont fait l'objet de manipulation au profit de son adversaire ;

Que la requérante se contente de verser au dossier un constat d'audition de témoins dressé par un Commissaire de justice commis par elle ; que ce témoin oculaire, dit-elle, affirme qu'un agent de l'Office National de l'Etat Civil de l'Identification (ONECI) procédait à la distribution des nouvelles cartes d'électeurs à certaines personnes ; que ce dernier, dénoncé à la Brigade de gendarmerie qui a procédé à son interpellation, a reconnu les faits mais dit avoir agi de son propre chef ;

Considérant en l'espèce, **qu'il** résulte de l'analyse des pièces produites par la requérante elle-même, que les procès-verbaux de dépouillement de vote querellés ont été signés par les représentants de tous les candidats avec la mention « RAS », c'est-à-dire « Rien à signaler » ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête doit être déclarée mal fondée et rejetée ;

DÉCIDE :

Article premier : La requête de Madame KONE Pingué Assétou est régulière et recevable en la forme ;

Article 2 : Ladite requête est mal fondée et est rejetée ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée aux parties, à l'Assemblée nationale, à la Commission Electorale Indépendante et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 17 mars 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONÉ	Président
Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KOUAMÉ KINDOH épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

CAMARA Siaka

Le Président

Mamadou KONÉ

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 17 mars 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka